

# Une élection sans expatriés

Omniprésente en 2012, la question des expatriés a disparu des enjeux électoraux de la présidentielle 2017. Le torpillage de la candidature Fillon est une mauvaise nouvelle pour ceux qui espéraient une disparition de l'ISF. Voici le regard de plusieurs fiscalistes sur les programmes des principaux candidats concernant les expatriés.

TEXTE FRÉDÉRIC LEJOINT

**P**ar rapport à 2012, « je constate que les expatriés ne sont plus au centre de l'argumentaire des différents candidats. Ils avaient servi de bouc émissaire il y a cinq ans, mais la France ne peut plus aujourd'hui masquer les vrais problèmes qui pèsent sur son économie, avec un déficit budgétaire de 4 % et en endettement qui s'approche des 100 % du PIB. Sans le contrôle exercé par les instances européennes, le dérapage aurait été encore plus violent », s'amuse **Manoël Dekeyser** (avocat spécialisé en droit fiscal à Bruxelles).

« L'évolution de la fiscalité en France conditionnera un mouvement de retour vers la France si le climat devient plus favorable. Le candidat de la droite classique est le seul à proposer une suppression de l'ISF et un allègement de la transmission, et son élection serait clairement bien perçue », souligne Xavier Ceulemans (directeur de la succursale de Natixis Banque à Bruxelles).

## François Fillon

« Le programme de François Fillon reste très flou au niveau fiscal. La baisse des cotisations sociales est imposante, mais le candidat de la droite traditionnelle ne fournit pas clairement d'indications sur la manière dont il compte atteindre cet objectif », pointe **Manoël Dekeyser**. « Je suis plus enthousiaste quant à la baisse de la taxation sur les apports en capital dans les PME, car cela va permettre de faire revenir de l'argent dans le circuit économique. »

« François Fillon envisage également d'introduire une taxe forfaitaire modérée sur les revenus du capital, vraisemblablement une forme de précompte mobilier à la française qui permettra de taxer distinctement les revenus du capital », indique Xavier Ceulemans (Natixis Banque à Bruxelles). Et la baisse de l'impôt sur les sociétés est dans

la ligne avec le mouvement qui est en train de s'opérer au niveau mondial. Il serait aujourd'hui suicidaire de maintenir la fiscalité sur les résultats des entreprises au niveau actuel, alors que tous les autres grands pays ont pour objectif de l'alléger sensiblement.

## Benoît Hamon

Le programme du candidat socialiste est surtout vu par les fiscalistes comme une tentative « dogmatique et rétrograde », qui vise à imposer une fiscalité liée à des comportements particuliers chez les contribuables et les entreprises en fonction de ce qu'il considère comme étant vertueux, selon qu'on crée ou pas un emploi, selon qu'on adopte un comportement écologique ou pas, selon qu'on favorise la baisse du temps de travail ou pas. « C'est une attitude très dirigiste et c'est surtout un projet idéologique », estime **Manoël Dekeyser**. « La baisse de l'impôt des sociétés sur le réinvestissement des bénéficiaires va encore complexifier davantage la fiscalité française sur les entreprises. Je trouve néanmoins qu'une mesure courageuse proposée par Benoît Hamon est la fusion entre la CSG et l'impôt des personnes physiques, qui permettrait de ne plus cacher le taux réel de l'impôt et de simplifier la fiscalité. »

« C'est un programme qui vise à favoriser le travailleur sans proposition concrète pour stimuler l'esprit entrepreneurial. Il est vraiment étonnant de voir un tel discours dans la bouche d'un représentant socialiste au XXI<sup>e</sup> siècle », s'amuse Xavier Ceulemans (Natixis Banque).

## Marine Le Pen

Du côté de l'extrême droite, le contenu du programme constituerait un électrochoc économique, avec le maintien d'une fiscalité élevée. Le retour des droits de douane carabinés aura également un impact sur

**« L'évolution de la fiscalité en France conditionnera un mouvement de retour vers l'Hexagone si le climat devient plus favorable. »**

**Manoël Dekeyser** avocat spécialisé en droit fiscal à Bruxelles

l'inflation et sur la consommation. Au niveau fiscal, on peut noter une augmentation du nombre de tranches avec une progressivité moins rapide, qui permettra de diminuer l'impôt sur les petits salaires, tandis que le taux marginal passerait de 45 à 46 % pour les revenus plus élevés. La fusion entre l'impôt sur les sociétés et la contribution économique territoriale (CET) est une manière de retirer de l'autonomie fiscale aux régions. « La CET est la principale cause de la hausse de la pression fiscale sur les quinze dernières années », indique **Manoël Dekeyser**. Enfin, l'introduction d'un impôt moins lourd sur les PME cadre avec l'objectif de favoriser le tissu économique national,





et avec la détestation des multinationales de la candidate d'extrême droite.

D'autres parties du programme semblent être très difficiles à appliquer, mais la conséquence pourrait être de pousser « les grandes entreprises françaises à se délocaliser très rapidement vers des pays qui comprennent que les échanges économiques doivent aussi se comprendre à l'échelle mondiale, comme l'Allemagne », estime **Manoël Dekeyser** (avocat spécialisé en droit fiscal à Bruxelles).

### Emmanuel Macron

Nous allons regarder les grandes mesures de chacun des quatre grands candidats à l'élection présidentielle, en commençant par Emmanuel Macron. Au niveau de l'ISF, il propose une forme d'allègement de cet impôt (qui a priori se concentrerait sur le patrimoine immobilier). « Cette modification est bienvenue », souligne **Manoël Dekeyser**. À l'heure actuelle, si une société distribue un dividende de 3 %, environ 1 % est grignoté par l'inflation, et 1,5 % par l'ISF, et il reste donc 0,5 % de rendement pour vivre. Souvent, les détenteurs de patrimoine sont obligés de vendre leurs actions pour pouvoir payer cet impôt ou pour vivre. « Pour le moment, ce qui est paradoxal, c'est que les entrepreneurs français sont forcés de s'expatrier en Belgique pour ne pas être obligés de vendre la société familiale », pointe encore **Manoël Dekeyser**. « Dans l'ensemble, Emmanuel Macron a un programme assez favorable pour les entreprises. À titre personnel, j'apprécie également la mise en place d'une fiscalité sur les comportements polluants. C'est une mesure indispensable pour payer moins d'impôts dans dix ans. »

### Jean-Luc Mélenchon

Le programme de Jean-Luc Mélenchon constituerait également un choc économique majeur s'il est appliqué en l'état, avec une hausse massive de la dépense publique en vue de stimuler l'économie grâce à un grand emprunt de 100 milliards d'euros en début de mandat. En dépit de l'efficacité douteuse de

ces politiques si elles sont décidées en isolation par rapport aux autres nations mondiales, la conséquence serait rapidement une hausse de l'endettement public, déjà à un niveau très élevé en France.

Cette hausse de l'endettement se traduira logiquement par une hausse de la fiscalité et des prélèvements obligatoires, déjà parmi les plus écrasants au sein de l'OCDE. Et le programme de Mélenchon vise clairement la

détention de patrimoine, avec un renforcement de l'ISF, une hausse des droits de succession, un plafonnement des héritages. Bref, un vrai programme confiscatoire qui serait une très bonne nouvelle pour les banquiers privés installés en Belgique. ■

## Les différents programmes fiscaux

### Programme de François Fillon

- baisse des cotisations sur le travail de 50 milliards d'euros
- baisse de la fiscalité sur le capital et les revenus
- baisse de l'impôt sur les apports en capital dans une société de 45 à 22,5 %
- sursis dans l'imposition sur les transmissions d'entreprises
- baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 %
- ramener le délai entre deux donations de 15 à 10 ans

### Programme de Benoît Hamon

- baisse de la taxation sur le réinvestissement des dividendes
- fusion entre la CSG et l'IRPP
- augmentation du nombre de tranches pour le calcul de l'IRPP
- fusion de l'ISF et de la taxe foncière

### Programme de Marine Le Pen

- augmentation du nombre de tranches sur l'impôt des personnes physiques
- fusion de l'ISF et de la taxe foncière
- fusion de l'impôt sur les sociétés et de la contribution économique territoriale
- baisse de l'impôt sur les sociétés pour les PME avec des tarifs de 15 % et 25 %
- établissement de droits de douane et limitation des transferts de technologie
- contribution sociale de 3 % sur les importations de services

### Programme d'Emmanuel Macron

- baisse des charges patronales et celles des indépendants
- hausse de la CSG d'1,7 % en élargissant la base sur les revenus du capital et sur les retraites
- maintien de l'ISF mais pas sur le capital productif (actions et entreprises)
- fiscalité sur les comportements polluants

### Programme de Jean-Luc Mélenchon

- progressivité étendue de l'ISR (14 tranches) avec un taux marginal à 90 %
- taxation forte des revenus élevés (100 % si le revenu dépasse 20 fois le revenu médian)
- chaque citoyen français soumis à l'impôt français quel que soit sa résidence
- renforcement de l'ISF
- hausses des droits de succession sur les patrimoines élevés et limitation des héritages

